

Rapport Annuel 2019



الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC

Nous écrivons cette lettre depuis l'isolement de nos maisons, avec plusieurs de nos communautés en confinement, confrontées à des crises qui se superposent. La pandémie de COVID-19 a de nouveau dévoilé et intensifié les conditions de l'appauvrissement et de la dépossession dans un contexte d'abondance et aggravation des inégalités, d'emprise par les entreprises des institutions gouvernementales et des organes de décision, de crise climatique et de répression croissante, articulées dans la Charte commune pour une lutte collective du Réseau-DESC (novembre 2016). Pourtant, des membres de 75 pays - mouvements sociaux, peuples autochtones, organisations de défense des droits humains et environnementaux, femmes défenseuses des droits humains et universitaires - ont également reconnu l'importante opportunité de promouvoir une transition juste, équitable et durable, centrée sur les soins, la justice climatique et les alternatives communautaires aux modèles économiques et politiques dominants. Beaucoup de ces membres modélisent déjà des alternatives - motivées par la nécessité et façonnées par des valeurs d'inclusion et d'aide réciproque - développant des économies sociales et solidaires, des cuisines communautaires et des réseaux de soins, les budgets des populations démontrant la faisabilité d'utiliser les ressources publiques pour réaliser les droits humains et la justice climatique. Les demandes croissantes des communautés de chaque région en matière de bien-être, de dignité et de participation renforcent les obligations en matière de droits humains d'utiliser le maximum de ressources disponibles et de fournir une assistance et une coopération internationales pour respecter, protéger et réaliser les droits.

Le travail préparatoire pour faire face aux crises actuelles a été effectué au cours des dernières années. En 2019, le Réseau-DESC est devenu un élément central de la coordination de la grève mondiale des femmes, avec plusieurs membres agissant comme coordinateurs régionaux et nationaux. Les membres du projet sur l'emprise des entreprises ont développé une série de ressources pour soutenir la campagne au niveau national tout en intégrant les demandes dans le

plaidoyer international. Les principes collectifs sur les données et les DESC ont fourni une base solide pour plaider en faveur de données inclusives, représentatives et accessibles, tandis que les interventions amicus collectives ont été façonnées par des ateliers sur les litiges stratégiques visant à renforcer le droit des mouvements et à évaluer le rôle des litiges dans la promotion du changement structurel. Avec un solide groupe consultatif de membres, le Système de solidarité a élargi son plaidoyer proactif, lancé une analyse de l'économie politique de la violence et continué à prendre en compte les revendications plus larges des défenseurs des droits humains. Des efforts croissants entre groupes de travail et avec l'ensemble du réseau, par exemple pour faire progresser la justice climatique et les droits humains, se sont appuyés sur la force plus complète des membres du monde entier. Les membres ont pris des mesures importantes pour opérationnaliser davantage une analyse intersectionnelle féministe, en organisant des ateliers connexes, en repensant les structures de gouvernance et en facilitant et en tirant des leçons des échanges intergénérationnels et interrégionaux de femmes dirigeantes de communautés de base issues de luttes diverses.

La pandémie et les crises qui se chevauchent ont renforcé l'importance de notre modèle de travail et de nos principes fondamentaux - placant l'analyse et le leadership des mouvements et des communautés résistantes au centre, créant des espaces horizontaux basés sur l'équilibre régional et entre les sexes et intégrant une analyse intersectionnelle féministe.

La solidarité et les relations interrégionales d'apprentissage mutuel et de soutien stratégique fournissent une base pour approfondir l'analyse systémique commune et, finalement, pour une action collective dirigée par les membres pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous.

**En toute solidarité,
Le conseil d'administration du Réseau-DESC**



Fernanda Hopenhaym, Président
Project on Organizing, Development, Education, and Research (Mexique)



Ryan Schlieff, Trésorier
International Accountability Project (États-Unis)



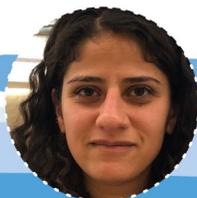
Priyanthi Fernando, Secrétaire
International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (Malaisie)



Binota Moy Dhamai
Asia Indigenous Peoples Pact (Thaïlande)



Irene Escorihuela Blasco
Observatori DESC (Espagne)



Maha Abdallah Al-Haq (Palestine)



S'bu Zikode
Abahlali baseMjondolo (Afrique du Sud)



Chris Grove
Réseau-DESC (ex-officio)

• CE QUE NOUS FAISONS

Les origines du Réseau-DESC peuvent être attribuées à un petit groupe de mouvements sociaux, d'ONG de défense des droits humains et de défenseurs-ses des droits humains qui se sont réunis pour reconnaître que bon nombre des injustices auxquelles ils s'opposaient avaient une nature de plus en plus mondiale et étaient enracinées dans des causes structurelles communes. Créé en 2003, le Réseau est devenu un espace permettant aux membres de relier leurs luttes à travers les régions afin de relever ces défis souvent systémiques. Reflétant une compréhension des droits humains comme étant ancrés et réalisés à travers les expériences vécues et les luttes des peuples, les membres ont défini la centralité des mouvements sociaux, une approche intersectionnelle mettant en avant l'analyse de genre, ainsi que l'équilibre régional et de genre, comme principes directeurs fondamentaux pour le Réseau-DESC. Au cours des 15 dernières années, ces principes fondamentaux ont été les piliers de notre modèle de travail mené par les membres, façonnant quatre stratégies principales ayant un rôle central dans la théorie du changement du Réseau-DESC.:



■ **La solidarité**, fondée sur la reconnaissance que «votre lutte est ma lutte», se manifeste par des mobilisations collectives via le système de solidarité du Réseau-DESC pour défendre les membres confrontés à une menace ou à une attaque, en prenant en charge leurs revendications plus larges en matière de droits humains, en contrant l'économie politique de la violence, et facilitant le soutien stratégique de membre à membre.

■ **L'apprentissage mutuel** via le partage interrégional d'expériences, de stratégies et de leçons est facilité par des échanges de dirigeants locaux, des ateliers sur les litiges stratégiques et notre base de données sur la jurisprudence, des ateliers sur la sécurité et la protection et des webinaires multilingues. La solidarité et l'apprentissage mutuel entretiennent des relations de confiance et favorisent la construction de mouvements, qui sont la base des deux autres éléments de notre théorie du changement.

■ **L'analyse commune** des conditions mondiales et des trajectoires historiques qui portent atteinte aux droits humains, guidée par la résistance des communautés, fait partie intégrante de la définition des enjeux, des stratégies et des demandes inclusives de changement systémique, comme en témoigne notre Charte commune de la lutte collective.

■ **L'action collective** - s'appuyant sur le pouvoir de plus de 280 membres divers dans 75 pays pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour toutes et tous - consiste à plaider en faveur d'une réglementation et d'un recours efficaces, à modifier la politique économique mondiale, à intervenir dans des affaires juridiques clés, à faire face à l'emprise des entreprises, à se mobiliser pour la justice climatique et à placer les visions des mouvements populaires au cœur de tous les efforts collectifs.

Notre **conseil d'administration** de sept personnes est élu tous les trois ans parmi et par les membres sur la base de nos principes fondamentaux. Les **groupes de travail** du Réseau-DESC, un vecteur principal par lequel les membres concrétisent des objectifs communs, comprennent actuellement: **Femmes et DESC** (GT FDESC), **Responsabilité des entreprises** (GTRE), **Politique économique** (GTPE), **Suivi des DESC** (GTS), **Litige stratégique** (GTLS), **Mouvements sociaux et groupes de base** (GTMS).

Les membres accordent de plus en plus la priorité à l'utilisation de la force diversifiée et collective du réseau pour faire face à la complexité des défis et des crises interconnectés. De nombreuses initiatives sont maintenant transversales aux groupes de travail, notamment les luttes pour garantir les droits humains liés à la terre, au logement et aux ressources naturelles; l'opposition à l'emprise par les entreprises des institutions gouvernementales et de la prise de décision; et la promotion des DESC dans les situations de conflit. En janvier 2019, le Réseau-DESC a officiellement lancé **un projet à l'échelle du réseau sur l'environnement et les DESC**, axé sur la justice climatique.

Le point de départ de tout **travail collectif** est l'expérience vécue, l'analyse et le leadership de celles et ceux qui sont touchés de manière disproportionnée par l'inégalité, l'appauvrissement et l'injustice et y résistent - en particulier les femmes et les filles. Cette base de référence informe tous les processus et politiques du Réseau - du développement des positions politiques à la formation de structures de gouvernance en passant par la planification de réunions stratégiques et d'ateliers.

● IMPACTS

Dirigés par des femmes leaders de la base et des mouvements sociaux, les membres ont soulevé des questions de «ligne rouge» - une approche sensible au genre, les droits des peuples autochtones, l'emprise des entreprises, les conflits, les défenseurs/ses des droits humains - **garantissant que les négociations pour le traité du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains concernent les droits des communautés affectées et leurs demandes de justice.** Plusieurs États ont finalement fait référence à des points spécifiques de la position collective du Réseau-DESC (octobre 2019).



En renforçant une approche des données fondée sur les droits humains, le Groupe de travail sur le suivi a élaboré **une ébauche de principes de «bonnes» données axé sur les questions de représentativité, de participation, d'accessibilité, de sécurité et de confidentialité, et de pertinence pour les DESC.** Le plaidoyer collectif a amplifié ces principes avec les organes de traités des Nations Unies et le Forum politique de haut niveau sur le développement durable, augmentant l'expérience, l'analyse et la participation des communautés affectées lors des processus de prise de décision.

Des actions de plaidoyer et des ateliers - co-organisés avec l'Endorois Welfare Council et d'autres membres depuis plusieurs années - ont **soutenu le leadership croissant des femmes endoroises dans la promotion de la mise en œuvre de la décision de la Commission africaine appelant à la restitution des terres.** En mai 2019, trois femmes endoroises ont été élues au conseil d'administration du Endorois Welfare Council, démontrant comment la participation des femmes aux luttes pour la terre peut renforcer l'égalité réelle, transformant le mouvement lui-même.



Les membres du Réseau-DESC du monde entier se sont mobilisés en solidarité avec leurs collègues défenseurs/ses des droits humains et alliés, notamment en Sierra Leone (janvier 2019), au Brésil (mars 2019) et en Colombie (juin 2019), menant des actions de plaidoyer et envoyant des lettres collectives pour dénoncer répression, violence et impunité enracinées dans les abus des entreprises et leur emprise sur les décisions et les institutions gouvernementales.

S'appuyant sur l'ampleur et la diversité du plaidoyer de nombreux membres, à la croisée des droits humains et du changement climatique, **le Réseau-DESC a officiellement lancé un projet à l'échelle du réseau sur les DESC et l'environnement, donnant la priorité à la justice climatique** (janvier 2019). Les membres ont placé les questions climatiques au cœur de diverses initiatives inter-réseaux et ont joué un rôle clé au sein du comité de réflexion pour le «Sommet des peuples sur le climat, les droits et la survie de l'humanité» à New York (septembre 2019).



Les travailleuses regroupées en associations et les groupes de la base se sont mobilisés autour d'une campagne en ligne pour le 1er mai, utilisant une action de masse sur Twitter, une déclaration collective et des actions de plaidoyer connexes pour amplifier **leurs appels aux États à adopter, ratifier et mettre en œuvre la Convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour éliminer la violence, et le harcèlement dans le monde du travail.** La Convention 190 et la Recommandation 206 de l'OIT ont été adoptées en juin 2019.

Lors d'un atelier sur la politique économique au Chiapas (février 2019), les membres du Réseau-DESC - dont la moitié étaient des mouvements sociaux - ont approfondi **une analyse commune des injustices systémiques**, dont le changement climatique et l'emprise des entreprises, propulsant le plaidoyer pour des alternatives au modèle dominant de développement. et façonnant l'éducation politique populaire fondée sur l'analyse conduite par le mouvement et les droits humains.



Les dirigeants syndicaux de la base ont profité d'un atelier sur la sécurité et la protection lors de la réunion sur la stratégie Femmes et travail au Mexique (février 2019) **pour faire progresser les stratégies communautaires visant à prévenir les menaces et à lutter contre les attaques spécifiques aux femmes défenseuses des droits humains dans le contexte du travail.**



Les membres ont soumis un mémoire d'amicus collectif devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) dans une affaire de droits des autochtones en Argentine (Lhaka Honhat contre Argentine), mettant l'accent sur le **consentement libre, préalable et éclairé, ainsi que sur les droits à l'eau l'alimentation, l'identité culturelle et un environnement sain** (avril 2019), contribuant à une décision établissant un précédent reconnaissant ces droits (avril 2020).

Des femmes de différentes régions et luttes foncières ont construit une position collective sur la terre, l'emprise des entreprises et le changement climatique lors d'un échange intergénérationnel pour les femmes leaders de la base à Chiang Mai (juillet 2019). Les dirigeants ont présenté cette analyse lors de la Journée de discussion générale sur l'ébauche d'Observation générale du Comité des DESC des Nations Unies sur les questions foncières, où elle a résonné avec force (octobre 2019).

Des avocat.e.s, des militant.e.s et des leaders de mouvements ont uni leurs forces lors d'un atelier sur les litiges stratégiques en Mongolie, **renforçant l'argumentation dans des cas individuels axés sur l'environnement et les acteurs d'entreprise**, plaçant le litige dans des stratégies de plaidoyer plus larges pour le changement structurel et cultivant des collaborations de membre à membre (Juillet 2019).



• CE QUE NOS MEMBRES DISENT



La solidarité avec les autres membres du Réseau-DESC valide notre lutte, la rend plus visible et nous pousse également à continuer d'avancer... Le Réseau m'a vraiment aidé à dénoncer les injustices qui ont lieu dans mon pays, qui touchent principalement les peuples autochtones, mais m'a aussi aidé à partager avec d'autres membres ce qui se passe dans notre lutte. J'espère continuer à contribuer aux efforts pour bâtir un réseau mondial visant à mettre fin aux abus des entreprises contre les communautés autochtones.

Juana Toledo, Consejo de Pueblos Wuxhtaj.



Réflexion sur les progrès accomplis au sein du Groupe de travail sur les femmes et les DESC concernant les femmes et le travail et la grève mondiale des femmes: la construction de ce travail et de cette vision stratégique a été très importante. Avec cette vision stratégique, nous avons pu collectiviser nos efforts, ce qui a conduit à des initiatives concrètes auxquelles nous avons pu nous adapter et que nous avons pu utiliser dans nos contextes locaux.

Claudia Lazzaro, Sindicato de Curtidores en la Corriente Federal y Fundación Promoción Humana.



Expliquer un objectif clé du nouveau projet à l'échelle du réseau sur l'environnement et les DESC: L'emprise des entreprises est une cause clé du changement climatique. Les entreprises donnent la priorité à des profits maximaux, et cela passe par l'exploitation des ressources naturelles qui accélère à son tour le changement climatique... Nous devons être capables d'influencer l'État pour un changement structurel, mais nous ne pouvons pas parce que l'État est contrôlé par les entreprises. Nous devons vivement mener une campagne contre l'emprise des entreprises pour prévenir le changement climatique et exiger des normes et des politiques strictes pour éliminer cette pratique.

Prafulla Samantara, Lok Shakti Abhayan.



Notre travail collectif nous a permis de partager des expériences, d'en apprendre davantage sur les luttes des autres femmes et de leurs organisations, et de comprendre que bien que vivant dans différents pays et même continents, les femmes du monde entier ont moins d'opportunités que les hommes d'investir en elles-mêmes, de grandir et de faire en sorte que leurs contributions aux communautés et / ou pays soient visibles. Cependant, nous faisons des percées; à mesure que nous apprenons les uns des autres et que nous approfondissons nos relations, nous progressons.

Zenayda Serrano, Movimiento Unificado Francisco Sánchez 1932.



Nous ne pouvons pas faire ce travail seul-e-s. Nous devons en apprendre davantage sur d'autres luttes, former des alliances, être dans les mêmes espaces que d'autres luttes, être capables de voir les visages de chacun, écouter des choses à propos des autres luttes. Nous devons faire plus pour mettre en évidence le travail des femmes, les luttes des femmes. Ce sont les femmes, en particulier les jeunes femmes, qui mènent ces luttes. Ceci est positif dans le sens où nous devons également penser à la durabilité de ces luttes. (Aurelia Arzú, Organización Fraternal Negra Hondureña)

Aurelia Arzú, Organización Fraternal Negra Hondureña. OFRANEH



Expliquer la raison d'être du nouveau projet à l'échelle du Réseau sur l'environnement et les DESC: Les questions relatives aux droits humains et les questions liées au climat sont intrinsèquement liées. Nous devons clairement lutter contre le changement climatique pour protéger les DESC. Mais nous devons également faire progresser les DESC pour lutter efficacement contre le changement climatique.

Alfred Brownell, Green Advocates.



Construire une analyse commune nous ouvre les yeux. Certaines choses nous sont parfois naturelles, mais j'ai appris combien de problèmes sont le résultat d'injustices systémiques, et comment cela affecte les femmes pauvres en particulier, dans tant d'endroits dans le monde.

Ida Le Blanc, NUDE.



Je suis fière d'être membre du Réseau. Je pense que nous sommes vraiment au centre des activités menées par le Réseau. Dire que nous faisons partie du Réseau-DESC en Thaïlande nous donne une crédibilité et une protection supplémentaires.

Emilie Pradichit, Manushya Foundation.



En faisant partie du Réseau, j'avais l'impression de disposer de tous les outils nécessaires pour me préparer à participer pour la première fois à la session du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée [de l'ONU] en octobre 2019. Je me suis également senti soutenu dans tout le matériel qui était fourni dès le début et dans les appels avec le réseau.

Santiago Sánchez, Centro de Estudios Legales y Sociales.



À l'ONU, nous avons vraiment apprécié, avec le collectif africain, le soutien du Réseau-DESC. Je pense qu'en termes de visibilité et en essayant d'atteindre plus d'États africains, le réseau a vraiment été utile.

Akhona Mehlo, Centre d'études juridiques appliquées.



Construire une analyse commune est vraiment primordial; c'est ce qui anime les mouvements et les luttes populaires. Je suis très heureux que nous réfléchissions à la manière de rendre cela accessible, que nous envisagions l'éducation populaire, car cette analyse doit être accessible au niveau de la base. Pour moi, la question centrale est toujours de savoir comment relier le travail aux groupes de base? Comment pouvons-nous établir une connexion avec le travail local? Je suis très heureuse qu'en tant que réseau, nous commençons à être en mesure de nommer notre analyse commune et de réfléchir ensuite à la manière de la rendre accessible. Je pense qu'il y a toujours plus que nous pouvons faire pour tisser des liens - étant donné les barrières qui existent - mais je pense aussi que le Réseau-DESC y consacre beaucoup de travail.

Mela Chiponda, membre individuelle.



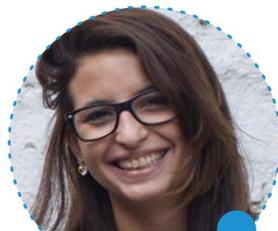
La structure du Réseau est un point de force en termes de nombre et de diversité de membres; cela nous permet de mieux faire pression sur les différentes parties prenantes... Je suis en train de suivre ce qui se passe dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du nord), mais, pour moi, l'Amérique latine n'est pas suffisamment comprise. Il est possible de mieux connaître les autres luttes et de comprendre les défis et les opportunités partout.

Wael Tarabieh, Al Marsad – Arab Human Rights Centre in Golan Heights.



Je tiens à féliciter le Réseau-DESC pour son travail, en particulier sur les mouvements sociaux en nous faisant participer - nous, femmes leaders de la base - à un réseau mondial. Je viens de la communauté endoroise, je travaille pour l'organisation faitière endoroise appelée Endorois Welfare Council et je suis devenue l'une des personnes clés du leadership des femmes, dans la réalisation des droits fonciers des femmes. Je tiens à saluer le travail du Réseau-DESC qui nous a intégrées, en particulier en ce qui concerne l'intersectionnalité, et en encourageant des personnes aux capacités différentes à participer au mouvement mondial. Personnellement, je suis très reconnaissante parce que, à plusieurs reprises, depuis deux ans maintenant, j'ai eu une conversation et eu l'occasion de souligner certains des défis pour les femmes handicapées, peut-être des femmes avec des capacités différentes et je souhaite applaudir le Réseau parce qu'ils nous a donné cet espace, ils nous a donné l'occasion d'éclairer la discussion au niveau international

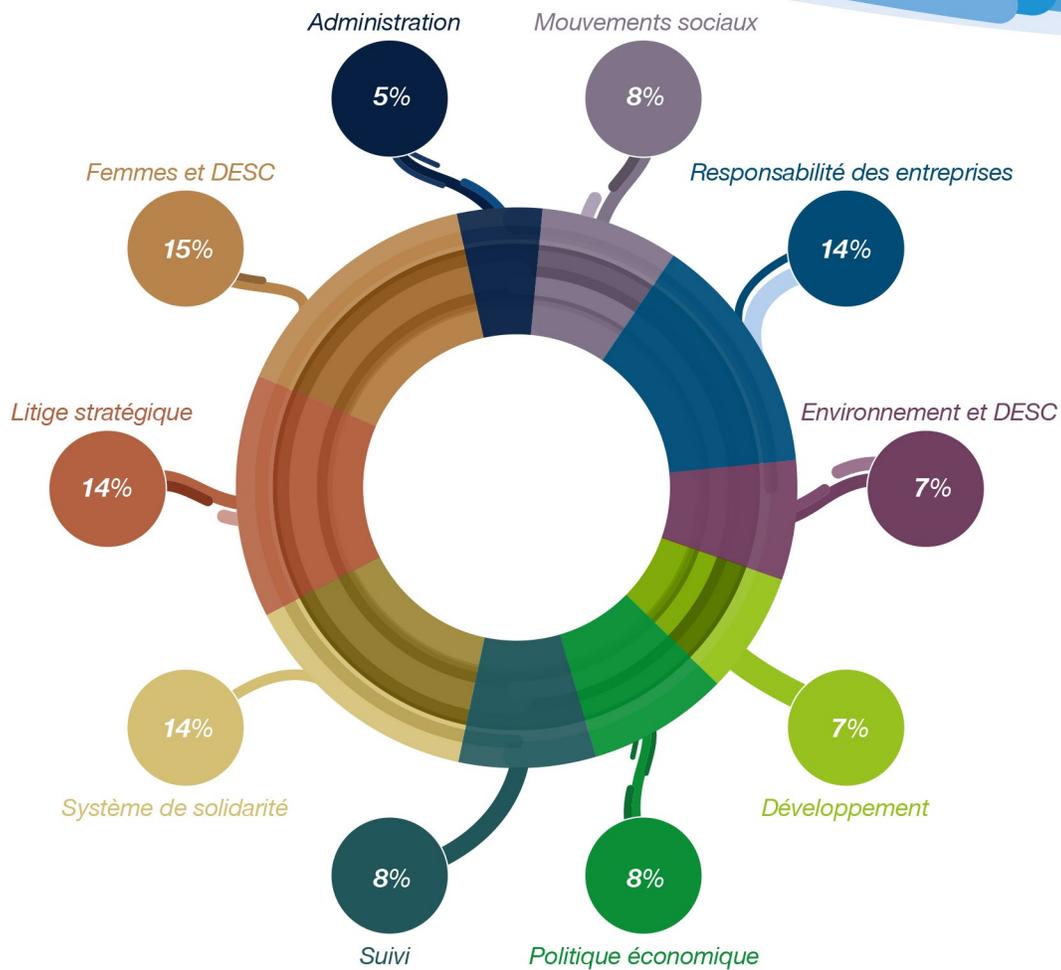
Christine Kandie, Conseil social d'Endorois.



Le Réseau-DESC nous a mis en contact avec un ensemble plus large d'organisations et nous a aidés à ancrer notre analyse dans les réalités vécues par des groupes de la base. Nous faisons partie de nombreux groupes de travail et j'ai beaucoup appris au sein de chacun d'eux, tout en voyant le potentiel de collaboration entre les groupes de travail, que j'espère que nous continuerons à poursuivre.

Magali Brosio, anciennement CWGL / maintenant membre individuel

EXERCICE FINANCIER 2019



Revenu total: \$1,267,414 / Total des dépenses: \$1,767,747

En se mobilisant dans des actions de solidarité, en s'engageant dans un apprentissage mutuel, en approfondissant l'analyse partagée et les revendications communes et, en fin de compte, en faisant progresser l'action collective, les membres du Réseau-DESC ont progressé de manière importante vers une réalité des droits humains et de la justice sociale pour tous. Le Réseau-DESC remercie les nombreux membres et alliés qui ont consacré énormément de temps et d'efforts au travail collectif en 2019, ainsi que ceux qui ont partagé des ressources financières pour aider à faire progresser le travail du Réseau-DESC, notamment:



SIGRID
RAUSING
TRUST



Pour en savoir plus

www.escr-net.org

 **ESCR Net / Red DESC**

 **@ESCRNet**

 **escrnet**

Contactez-nous

info@escr-net.org

الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC